

No. 31608

**FRANCE
and
VIET NAM**

Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Signed at Hanoi on 10 February 1993

Authentic texts: French and Vietnamese.

Registered by France on 22 February 1995.

**FRANCE
et
VIET NAM**

Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Signée à Hanoï le 10 février 1993

Textes authentiques : français et vietnamien.

Enregistrée par la France le 22 février 1995.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam

désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

PERSONNES VISÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

ARTICLE 2

IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1994, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 11 mars 1993 et 3 mai 1994) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 27.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne la France :

- (i) l'impôt sur le revenu ;
- (ii) l'impôt sur les sociétés ;
- (iii) l'impôt de solidarité sur la fortune ;

(ci-après dénommés "impôt français") ;

a) en ce qui concerne le Vietnam :

- (i) l'impôt sur le revenu ;
- (ii) l'impôt sur les bénéfices ;
- (iii) l'impôt sur les transferts de bénéfices à l'étranger ;
- (iv) l'impôt sur le revenu des entrepreneurs étrangers ;
- (v) l'impôt sur le revenu des sous-traitants étrangers dans le domaine pétrolier ;
- (vi) toute taxe à caractère fiscal sur la fortune ;

(ci-après dénommés "impôt vietnamien").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent le plus rapidement possible les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;

b) le terme "Vietnam" au sens géographique désigne le territoire de la République Socialiste du Vietnam y compris :

- les zones maritimes à l'extérieur de la zone maritime du Vietnam dans lesquelles le Vietnam exerce ses droits de souveraineté, conformément à la loi internationale et

vietnamienne vis-à-vis du fonds marin, de l'espace sous-marin et des ressources naturelles ;

- les eaux surjacentes, l'espace aérien au dessus des zones citées ci-dessus en ce qui concerne la prospection ou l'exploitation des ressources naturelles ;

c) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou le Vietnam ;

d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;

f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par un résident d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

h) l'expression "autorité compétente" désigne :

(i) dans le cas de la France, le Ministre du Budget ou son représentant autorisé ;

(ii) dans le cas du Vietnam, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention.

ARTICLE 4

RÉSIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

ARTICLE 5

ÉTABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

a) un siège de direction ;

b) une succursale ;

c) un bureau ;

d) une usine ;

e) un atelier et

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse 183 jours.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles. Les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet Etat.
5. Les dispositions des paragraphes 1, 3 et 4 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7

BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices d'un résident d'un Etat contractant provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe ou pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9

ENTREPRISES ASSOCIÉES

1. Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre les deux entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices s'il estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

ARTICLE 10

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) lorsque la société qui paie les dividendes est un résident de France :

(i) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

(ii) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas ;

b) lorsque la société qui paie les dividendes est un résident du Vietnam :

(i) 7 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

(ii) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement ou indirectement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

(iii) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Un résident du Vietnam qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

4. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que ce terme ne comprend pas les revenus visés à l'article 15.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 13, suivant les cas, sont applicables.

6. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

ARTICLE 11

REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les

redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films ou bandes pour les émissions de radio ou de télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, réside d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 13, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat contractant lui-même, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire est imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale possédant directement ou indirectement des biens immobiliers situés dans un Etat contractant ou des droits portant sur de tels biens sont

imposables dans cet Etat lorsqu'ils sont soumis, selon la législation de cet Etat, au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris les gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains d'un résident d'un Etat contractant provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 13

PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 14

PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

ARTICLE 15

JETONS DE PRÉSENCE

Les jetons de présence et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 16

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 13 et 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 13 et 14, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat contractant, tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre

Etat contractant en cette qualité ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, d'une collectivité locale ou d'une personne morale de droit public de cet Etat.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat contractant, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 13 et 14, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de cet Etat, d'une collectivité locale ou d'une personne morale de droit public de cet Etat.

ARTICLE 17

PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 18

FONCTIONS PUBLIQUES

1.
 - a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public, à une personne physique au titre des services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
 - b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
2.
 - a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
 - b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 14, 15 et 17 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public.

ARTICLE 19

ÉTUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

ARTICLE 20

AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 13, suivant le cas, sont applicables.

ARTICLE 21

FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aussi à la fortune constituée par les actions, parts ou autres droits visés au paragraphe 2 de l'article 12, qui est imposable dans l'Etat contractant où les biens immobiliers sont situés.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune d'un résident d'un Etat contractant constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à leur exploitation n'est imposable que dans cet Etat.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 22

ÉLIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont évitées de la façon suivante.

a) Les revenus qui proviennent du Vietnam, et qui sont imposables ou ne sont imposables que dans cet Etat conformément aux dispositions de la présente Convention, sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation française. Dans ce cas, l'impôt vietnamien n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

(i) pour tous les revenus autres que ceux qui sont mentionnés au (ii) ci-après, au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;

(ii) pour les revenus visés aux articles 10 et 11, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12, au paragraphe 3 de l'article 14, à l'article 15 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 16, au montant de l'impôt payé au Vietnam par le bénéficiaire sur les revenus considérés conformément aux dispositions de ces articles ou paragraphes ; ce crédit ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Lorsque, conformément aux dispositions du a), le crédit d'impôt imputable sur l'impôt français est égal au montant de l'impôt payé au Vietnam, ce montant est réputé égal au montant de l'impôt qui aurait été payé au Vietnam en application des dispositions de droit commun de la législation vietnamienne et dans les limites fixées par la Convention, si les revenus en cause n'avaient pas bénéficié des réductions ou exonérations fiscales en vigueur à la date de signature de la Convention, telles qu'elles sont prévues dans la loi vietnamienne du 29 décembre 1987 sur les investissements étrangers en République socialiste du Vietnam. Les autorités

compétentes des deux Etats contractants peuvent d'un commun accord, pour la durée qu'elles déterminent, étendre les présentes dispositions aux réductions ou exonérations fiscales qui seraient instituées après la date de signature de la Convention afin de promouvoir le développement économique du Vietnam.

c) En ce qui concerne l'application du a) aux revenus visés à l'article 11, lorsque le montant de l'impôt payé au Vietnam conformément aux dispositions de cet article - à l'exclusion du montant réputé payé tel qu'il est défini au b) - excède le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus, le résident de France bénéficiaire de ces revenus peut soumettre son cas à l'autorité compétente française. S'il lui apparaît que cette situation a pour conséquence une imposition qui n'est pas comparable à une imposition du revenu net, cette autorité compétente peut, dans les conditions qu'elle détermine, admettre en déduction de l'impôt français sur les autres revenus de source étrangère de ce résident le montant non imputé de l'impôt payé au Vietnam.

d) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Vietnam conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 21 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Vietnam sur cette fortune. Ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

2. En ce qui concerne le Vietnam, les doubles impositions sont évitées de la façon suivante.

Lorsqu'un résident du Vietnam reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la Convention, sont imposables en France, le Vietnam accorde :

a) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé en France ;

b) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé en France.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables au Vietnam.

ARTICLE 23

PROCÉDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat

contractant dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler les modalités d'application de la Convention, et notamment les formalités que doivent accomplir les résidents d'un Etat contractant pour obtenir, dans l'autre Etat contractant, les réductions ou exonérations d'impôt et autres avantages fiscaux prévus par la Convention. Ces formalités peuvent comprendre la présentation d'un formulaire d'attestation de résidence indiquant en particulier la nature et le montant ou la valeur des revenus ou de la fortune concernés et comportant la certification des services fiscaux du premier Etat.

ARTICLE 24

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE 25

FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques et consulaires en vertu, soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 26

EXTENSION TERRITORIALE

1. La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer et autres collectivités territoriales de la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date qui est fixée d'un commun accord entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure, en conformité avec leurs dispositions constitutionnelles. Cet accord prévoit également, s'il y a lieu, les modifications nécessaires de la Convention et les conditions de son application aux territoires d'outre-mer et autres collectivités territoriales auxquels elle est étendue.

2. A moins que les deux Etats contractants n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 28 mettra aussi fin, dans les conditions prévues à cet article, à l'application de la Convention à tout territoire ou collectivité territoriale auquel elle a été étendue conformément au présent article.

ARTICLE 27**ENTRÉE EN VIGUEUR**

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Ses dispositions s'appliqueront pour la première fois :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention ;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile ou l'exercice comptable en cours à la date d'entrée en vigueur de la Convention ;

c) en ce qui concerne les impôts sur la fortune, à la fortune imposable au 1er janvier de l'année d'entrée en vigueur de la Convention.

ARTICLE 28**DÉNONCIATION**

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après la cinquième année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur, chacun des Etats contractants pourra, moyennant un préavis minimum de 6 mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, ses dispositions s'appliqueront pour la dernière fois :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables au titre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année ;

c) en ce qui concerne les impôts sur la fortune, à la fortune imposable au 1er janvier de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

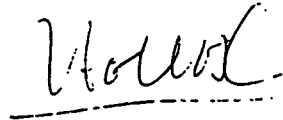
Fait à Hanoï, le 10 février 1993, en double exemplaire, en langues française et vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Martin Malvy', with a horizontal line underneath.

MARTIN MALVY
Ministre du Budget

Pour le Gouvernement
de la République socialiste
du Vietnam :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ho Te', with a horizontal line underneath.

HO TE
Ministre des Finances

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 4, il est entendu que l'expression "résident d'un Etat contractant" comprend, lorsque cet Etat est la France, les sociétés de personnes et autres groupements de personnes qui ont leur siège de direction effective en France et dont les associés ou membres y sont personnellement soumis à l'impôt pour leur part des bénéfices en vertu de la législation interne française.

2. a) En ce qui concerne les articles 10 et 11, si dans une convention ou un accord en vue d'éviter les doubles impositions avec un Etat tiers qui est membre de la Communauté Economique Européenne, le Vietnam convient de taux d'imposition à la source plus faibles (y compris les taux nuls) que ceux prévus dans la présente Convention, ces taux remplaceront automatiquement ceux prévus dans la présente Convention, à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention ou accord entre le Vietnam et l'Etat tiers.

b) Si un ou plusieurs accords ou conventions en vue d'éviter les doubles impositions signés après le 30 juillet 1992 entre le Vietnam et un ou plusieurs Etats membres de la Communauté Economique Européenne comportent une ou plusieurs dispositions identiques ou similaires à celles de l'article 24 du modèle de convention fiscale de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, le Vietnam accordera le traitement le plus favorable en appliquant automatiquement cette ou ces dispositions comme si les nationaux, entreprises ou résidents de France étaient des nationaux, entreprises ou résidents de l'Etat membre concerné.

3. Les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, ne sont pas considérées comme des redevances, mais comme des revenus auxquels les dispositions des articles 7 ou 13, suivant les cas, sont applicables.

4. a) En ce qui concerne les intérêts, lorsqu'en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un ou l'autre entretient avec de tierces personnes, le montant de ces intérêts, compte tenu notamment de leur taux ou de l'importance de la dette pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions de l'article 20 ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la Convention.

b) D'une manière générale, en ce qui concerne tout revenu ou tout élément de fortune, rien dans la convention ne limite l'application par un Etat contractant, à ses

résidents, des dispositions de sa législation interne destinées à prévenir ou sanctionner l'évasion ou la fraude fiscales.

5. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 22, il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" désigne :

a) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;

b) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu.

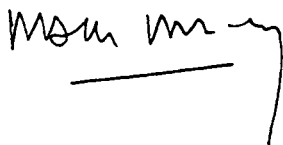
Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune".

6. Rien dans la Convention n'empêche la France d'appliquer les dispositions de son droit interne qui permettent aux sociétés résidentes de France, à leur demande, de déterminer leurs bénéfices imposables en fonction d'une consolidation englobant notamment les résultats de filiales résidentes du Vietnam ou d'établissements stables situés au Vietnam. Toutefois, la présente disposition n'affecte nullement le droit du Vietnam de déterminer et d'imposer les bénéfices de ces filiales ou établissements stables selon sa législation interne sous réserve des autres dispositions de la Convention.

7. Il est entendu que les dispositions de l'article 4 de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé le 26 mai 1992, ne sont pas applicables en matière fiscale.

Fait à Hanoï, le 10 février 1993, en double exemplaire, en langues française et vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



MARTIN MALVY
Ministre du Budget

Pour le Gouvernement
de la République socialiste
du Vietnam :



HO TE
Ministre des Finances

[VIETNAMESE TEXT — TEXTE VIETNAMIEN]

**HIỆP ĐỊNH
GIỮA
CHÍNH PHỦ
NƯỚC CỘNG HÒA PHÁP
VÀ
CHÍNH PHỦ
NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM
VỀ**

**tránh đánh thuế hai lần và ngăn ngừa việc
trốn và lậu thuế đối với thuế đánh vào thu nhập
và vào tài sản**

**Chính phủ nước Cộng hòa Pháp
và
Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt nam**

**với mong muốn ký kết một hiệp định nhằm tránh việc đánh thuế
hai lần và ngăn ngừa việc trốn và lậu thuế đối với thuế thu
nhập và thuế tài sản, đã thỏa thuận những qui định sau:**

ĐIỀU 1

PHẠM VI ĐỐI TƯỢNG ÁP DỤNG

**Bản Hiệp định này được áp dụng cho các đối tượng là
những đối tượng cư trú của một hoặc của cả hai Nước ký kết.**

DIỀU 2

CÁC LOẠI THUẾ BAO GỒM TRONG HIỆP ĐỊNH

1. Hiệp định này áp dụng đối với các loại thuế do một Nước ký kết hoặc chính quyền địa phương của Nước đó, đánh vào thu nhập và vào tài sản, bất kể hình thức áp dụng của các loại thuế đó như thế nào.

2. Tất cả các loại thuế thu trên tổng thu nhập, tổng tài sản, hoặc những phần nào đó của thu nhập hoặc của tài sản, bao gồm các khoản thuế đối với lợi nhuận từ việc chuyển nhượng động sản hoặc bất động sản, thuế đánh trên tổng số tiền lương hoặc tiền công do xí nghiệp trả cũng như các khoản thuế đánh vào trị giá tài sản tăng thêm đều được coi là thuế đánh vào thu nhập và vào tài sản.

3. Những loại thuế hiện hành được áp dụng trong Hiệp định này là:

a) tại Pháp :

- (i) thuế thu nhập;
- (ii) thuế công ty;
- (iii) thuế thu trên tài sản;
(dưới đây được gọi là "thuế Pháp");

b) tại Việt nam:

- (i) thuế thu nhập cá nhân;
- (ii) thuế lợi tức;
- (iii) thuế chuyển lợi nhuận ra nước ngoài;
- (iv) thuế thu nhập đối với các nhà thầu nước ngoài;
- (v) thuế thu nhập đối với các nhà thầu phụ nước ngoài trong lĩnh vực dầu khí;
- (vi) các khoản lệ phí mang tính chất thuế thu vào tài sản;
(dưới đây được gọi là "thuế Việt nam").

4. Hiệp định này cũng sẽ được áp dụng cho các loại thuế có tính chất tương tự hay về căn bản giống như các loại thuế trên được ban hành sau ngày ký kết Hiệp định để bổ sung hoặc thay thế các thứ thuế hiện hành. Các nhà chức trách có thẩm quyền của các Nước ký kết thông báo cho nhau biết một cách nhanh nhất có thể những thay đổi quan trọng trong luật thuế của từng Nước.

ĐIỀU 3

CÁC ĐỊNH NGHĨA CHUNG

1. Theo Hiệp định này, trừ những trường hợp ngữ cảnh đòi hỏi có một sự giải thích khác:

- a) từ "Pháp" để chỉ những tỉnh nằm ở châu Âu và hải ngoại của nước Cộng hòa Pháp, kể cả lãnh hải và ra ngoài vùng lãnh hải, ở những vùng mà ở đó theo luật pháp quốc tế, nước Cộng hòa Pháp có quyền chủ quyền trong việc thăm dò và khai thác những tài nguyên thiên nhiên của đáy biển, lòng đất dưới đáy biển và khối nước ở trên;
- b) từ "Việt nam" hiểu theo nghĩa về địa lý là lãnh thổ của Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt nam, trong đó bao gồm cả:
 - (i) các vùng biển nằm bên ngoài lãnh hải của Việt nam mà ở đó Việt nam thực hiện các quyền chủ quyền, căn cứ theo luật pháp quốc tế và luật pháp của Việt nam đối với đáy biển, lòng đất dưới đáy biển và tài nguyên thiên nhiên;
 - (ii) các vùng nước và vùng trời phía trên những khu vực đề cập trong đoạn (i) xét về phương diện các hoạt động liên quan tới thăm dò hoặc khai thác tài nguyên thiên nhiên ở đó;
- c) thuật ngữ "Nước ký kết" và "Nước ký kết kia" có nghĩa là Pháp hay Việt nam, tùy theo ngữ cảnh;
- d) thuật ngữ "đối tượng" bao gồm cá nhân, công ty và bất cứ tổ chức nào khác;
- e) thuật ngữ "công ty" để chỉ các tổ chức hoặc bất kỳ một thực thể nào được coi là tổ chức, dưới giác độ thuế;
- f) thuật ngữ "xí nghiệp của Nước ký kết" và "xí nghiệp của Nước ký kết kia" có nghĩa là một xí nghiệp được điều hành bởi đối tượng cư trú của một Nước ký kết và một xí nghiệp được điều hành bởi đối tượng cư trú của Nước ký kết kia;

g) thuật ngữ "vận tải quốc tế" có nghĩa là bất cứ sự vận chuyển nào bằng máy bay hoặc tàu, thuyền được thực hiện bởi một đối tượng cư trú của một Nước ký kết, trừ trường hợp khi chiếc tàu, thuyền và máy bay đó chỉ hoạt động giữa những địa điểm trong Nước ký kết kia;

h) thuật ngữ "nhà chức trách có thẩm quyền" có nghĩa là:

(i) trong trường hợp tại Pháp, là ông Bộ trưởng Ngân sách hoặc người đại diện được ủy quyền của Bộ trưởng;

(ii) trong trường hợp tại Việt nam, là ông Bộ trưởng Bộ Tài chính hoặc người đại diện được ủy quyền của Bộ trưởng.

2. Trong khi một Nước ký kết áp dụng Hiệp định này, mọi từ và thuật ngữ nào chưa được định nghĩa trong Hiệp định sẽ có nghĩa theo như định nghĩa trong luật thuế của Nước đó đối với các loại thuế mà Hiệp định này áp dụng.

ĐIỀU 4

ĐỐI TƯỢNG CƯ TRÚ

1. Theo nghĩa trong Hiệp định này, thuật ngữ "đối tượng cư trú của một Nước ký kết" có nghĩa là bất cứ đối tượng nào, mà theo luật pháp của Nước đó, là đối tượng chịu thuế căn cứ vào nhà ở, nơi cư trú, trụ sở điều hành hoặc các tiêu chuẩn khác có tính chất tương tự. Tuy nhiên, thuật ngữ này không bao gồm các đối tượng là đối tượng chịu thuế tại Nước đó chỉ đối với các khoản thu nhập từ các nguồn tại Nước đó hay các tài sản nằm tại Nước đó.

2. Trường hợp theo những quy định tại khoản 1, khi một cá nhân là đối tượng cư trú của cả hai Nước ký kết thì thân phận cư trú của đối tượng đó sẽ được xác định như sau:

a) đối tượng đó sẽ được coi là đối tượng cư trú của Nước mà tại đó đối tượng đó có nhà ở thường trú; nếu đối tượng đó có nhà ở thường trú ở cả hai Nước, thì đối tượng đó sẽ được coi là đối tượng cư trú của Nước mà đối tượng đó có các quan hệ cá

nhân và kinh tế chặt chẽ hơn (trung tâm của các quyền lợi chủ yếu);

- b) nếu như không thể xác định được Nước mà ở đó đối tượng đó có trung tâm các quyền lợi chủ yếu, hoặc nếu đối tượng đó không có nhà ở thường trú ở cả hai Nước, thì đối tượng đó được coi là đối tượng cư trú của Nước mà đối tượng đó thường sống;
- c) nếu đối tượng đó thường sống ở cả hai Nước hay không sống thường xuyên ở Nước nào, thì đối tượng đó được coi là đối tượng cư trú của Nước mà đối tượng đó mang quốc tịch;
- d) nếu đối tượng đó có quốc tịch của cả hai Nước hoặc không có quốc tịch của cả hai Nước, thì các nhà chức trách có thẩm quyền của các Nước ký kết sẽ giải quyết vấn đề này bằng một thỏa thuận chung.

3. Trường hợp do những quy định tại khoản 1, khi một đối tượng không phải là thể nhân, mà là đối tượng cư trú của hai Nước ký kết, thì đối tượng đó được coi là đối tượng cư trú của Nước mà tại đó đối tượng đó có trụ sở điều hành thực tế của mình.

ĐIỀU 5

CƠ SỞ THƯỜNG TRÚ

1. Theo Hiệp định này, thuật ngữ "cơ sở thường trú" có nghĩa là một cơ sở kinh doanh cố định mà qua đó một xí nghiệp thực hiện toàn bộ hay một phần hoạt động kinh doanh của mình .

2. Thuật ngữ "cơ sở thường trú" chủ yếu bao gồm:

- a) trụ sở điều hành;
- b) chi nhánh;
- c) văn phòng;
- d) nhà máy;
- e) xưởng;
- f) mỏ, giếng dầu hoặc khí, mỏ đá hoặc bất kỳ địa điểm khai thác tài nguyên thiên nhiên nào.

3. Một địa điểm xây dựng hoặc công trường xây dựng hoặc lắp ráp chỉ được coi là cơ sở thường trú nếu thời gian hoạt động vượt quá 183 ngày.

4. Mặc dù có những quy định trên của điều này, thuật ngữ "cơ sở thường trú" không bao gồm:

- a) việc sử dụng các phương tiện riêng cho mục đích lưu kho, trưng bày hoặc chuyển giao hàng hóa hay tài sản của xí nghiệp này;
- b) việc duy trì kho hàng hóa hoặc tài sản của xí nghiệp chỉ với mục đích lưu kho, trưng bày hoặc giao hàng;
- c) việc duy trì kho hàng hóa hoặc tài sản của xí nghiệp với mục đích chỉ để cho xí nghiệp khác gia công;
- d) việc duy trì một cơ sở kinh doanh cố định chỉ nhằm mục đích mua hàng hóa hoặc tài sản hay để thu thập thông tin cho xí nghiệp đó;
- e) việc duy trì một cơ sở kinh doanh cố định chỉ để thực hiện bất kỳ một hoạt động khác nào có tính chất chuẩn bị hay phụ trợ cho xí nghiệp;
- f) việc duy trì một cơ sở kinh doanh cố định chỉ để cho bất kỳ sự kết hợp nào của các hoạt động đã được nêu từ điểm a) đến điểm e) với điều kiện toàn bộ hoạt động của cơ sở kinh doanh cố định bắt nguồn từ sự kết hợp này có tính chất chuẩn bị hoặc phụ trợ.

5. Mặc dù có những quy định tại khoản 1 và 2, trường hợp một đối tượng - trừ đại lý có tư cách độc lập được điều chỉnh bởi khoản 6 - hoạt động thay mặt cho một xí nghiệp và thông thường có thẩm quyền ký kết các hợp đồng mang tên xí nghiệp đó tại một Nước ký kết, thì xí nghiệp đó được coi như là có cơ sở thường trú ở Nước ký kết đó đối với bất kỳ các hoạt động nào mà đối tượng đó thực hiện cho xí nghiệp, trừ phi các hoạt động của đối tượng này giới hạn theo các hoạt động được nêu tại khoản 4 mà những hoạt động này nếu được thực hiện thông qua một cơ sở kinh doanh cố định, thì sẽ không làm cho cơ sở kinh doanh cố định này trở thành một cơ sở thường trú theo như các quy định tại khoản đó.

6. Một xí nghiệp sẽ không được coi là có cơ sở thường trú ở một Nước ký kết trong trường hợp xí nghiệp đó chỉ thực hiện hoạt động kinh doanh của mình tại Nước đó thông qua một người môi giới, một cơ quan ủy thác hoặc bất kỳ một đại lý nào có tư cách độc lập với điều kiện những đối tượng này chỉ hoạt động kinh doanh trong khuôn khổ hoạt động kinh doanh thông thường của họ.

7. Việc một công ty là đối tượng cư trú của một Nước ký kết kiểm soát hoặc bị kiểm soát bởi một công ty là đối tượng cư trú của Nước ký kết kia hoặc thực hiện hoạt động kinh doanh tại Nước kia (dù có thông qua một cơ sở thường trú hay không) thì đều không làm cho bất kỳ công ty nào trong các công ty nói trên trở thành cơ sở thường trú của công ty kia.

ĐIỀU 6

THU NHẬP TỪ BẤT ĐỘNG SẢN

1. Thu nhập mà một đối tượng cư trú tại một Nước ký kết thu được từ bất động sản (kể cả thu nhập từ lâm nghiệp hoặc nông nghiệp) nằm tại Nước ký kết kia thì có thể bị đánh thuế tại Nước kia.

2. Thuật ngữ "bất động sản" sẽ có nghĩa theo như luật pháp của Nước nơi có bất động sản đó. Trong mọi trường hợp thuật ngữ này sẽ bao gồm cả những phần tài sản phụ kèm theo bất động sản, dàn gia súc và thiết bị sử dụng trong nông nghiệp và lâm nghiệp, các quyền lợi được áp dụng theo như những quy định tại luật chung về di sản, quyền sử dụng bất động sản, và quyền được hưởng các khoản thanh toán cố định hoặc thay đổi dưới dạng tiền công cho việc khai thác hoặc quyền khai thác các mỏ, nguồn khoáng sản và các nguồn tài nguyên khác; các tàu, thuyền và máy bay không được coi là bất động sản.

3. Những quy định ở khoản 1 được áp dụng cả cho những khoản thu nhập thu được từ việc sử dụng trực tiếp, cho thuê hoặc linh canh, cũng như sử dụng các loại bất động sản dưới bất kỳ hình thức nào khác.

4. Khi quyền sở hữu cổ phần, phần vốn hay các quyền lợi khác trong một công ty hay trong một pháp nhân khác cho phép chủ sở hữu quyền được hưởng lợi những bất động sản nằm tại một Nước và do công ty này hoặc pháp nhân này

nắm giữ, thì những thu nhập mà chủ sở hữu này thu được từ việc sử dụng trực tiếp, cho thuê hoặc dùng dưới mọi hình thức khác quyền được hưởng lợi của nó sẽ bị đánh thuế tại Nước này.

5. Những quy định tại khoản 1, 3 và 4 cũng sẽ áp dụng cho thu nhập từ bất động sản của một xí nghiệp cũng như đối với thu nhập từ bất động sản được sử dụng để thực hiện các hoạt động dịch vụ cá nhân độc lập.

ĐIỀU 7

LỢI TỨC DOANH NGHIỆP

1. Lợi tức của xí nghiệp của một Nước ký kết chỉ chịu thuế tại Nước đó, trừ trường hợp xí nghiệp có tiến hành hoạt động kinh doanh tại Nước ký kết kia thông qua một cơ sở thường trú tại Nước kia. Nếu xí nghiệp có hoạt động kinh doanh theo cách trên, thì các khoản lợi tức của xí nghiệp có thể bị đánh thuế tại Nước kia, nhưng chỉ trên phần lợi tức phân bổ cho cơ sở thường trú đó.

2. Thế theo các qui định của khoản 3, khi một xí nghiệp của một Nước ký kết tiến hành hoạt động kinh doanh tại Nước ký kết kia thông qua một cơ sở thường trú tại Nước kia, thì tại mỗi Nước ký kết sẽ có những khoản lợi tức được phân bổ cho cơ sở thường trú nói trên mà cơ sở đó có thể thu được, nếu nó là một xí nghiệp riêng, tách biệt cùng tham gia vào các hoạt động giống hoặc tương tự trong những điều kiện giống hoặc tương tự và có quan hệ hoàn toàn độc lập với xí nghiệp mà cơ sở đó được coi là cơ sở thường trú.

3. Để xác định lợi tức của một cơ sở thường trú, cơ sở này sẽ được phép trừ các khoản chi phí phát sinh phục vụ cho hoạt động kinh doanh của cơ sở thường trú đó bao gồm chi phí điều hành và chi phí quản lý chung phát sinh tại Nước mà cơ sở thường trú này đóng hoặc ở bất kỳ nơi nào khác.

4. Tại một Nước ký kết, nếu vẫn thường xác định lợi tức được phân bổ cho một cơ sở thường trú dựa trên cơ sở phân bổ tổng lợi tức của xí nghiệp thành các phần khác nhau, thì không có nội dung nào tại khoản 2 sẽ ngăn cản Nước này xác định lợi tức chịu thuế theo phương pháp phân bổ nói trên; tuy nhiên, phương pháp phân bổ được chấp nhận đó phải có những kết quả phù hợp với nguyên tắc của điều này.

5. Không một khoản lợi tức nào sẽ được phân bổ cho một cơ sở thường trú vì cơ sở thường trú đó chỉ đơn thuần mua hàng hoá hoặc tài sản cho xí nghiệp đó.

6. Theo những quy định tại các khoản nói trên, các khoản lợi tức được phân bổ cho một cơ sở thường trú sẽ được xác định hàng năm theo cùng một phương pháp, trừ khi có lý do chính đáng và hợp lý để tiến hành theo cách khác.

7. Khi những khoản lợi tức bao gồm các khoản thu nhập được đề cập riêng tại các điều khác của Hiệp định này, thì các quy định của những điều khoản đó không bị ảnh hưởng bởi những quy định tại điều khoản này.

ĐIỀU 8

VẬN TẢI BIỂN VÀ VẬN TẢI HÀNG KHÔNG

1. Lợi tức của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được từ việc kinh doanh tàu thủy hoặc máy bay trong vận tải quốc tế chỉ bị đánh thuế tại Nước này.

2. Các qui định tại khoản 1 cũng áp dụng đối với những lợi tức thu được từ việc tham gia vào một tổ hợp, một liên doanh hoặc một hãng hoạt động quốc tế.

ĐIỀU 9

NHỮNG XÍ NGHIỆP LIÊN KẾT

1. Khi:

a) một xí nghiệp của một Nước ký kết tham gia trực tiếp hoặc gián tiếp vào việc điều hành, kiểm soát và góp vốn vào một xí nghiệp của một Nước ký kết kia, hoặc

b) cùng các đối tượng tham gia trực tiếp hoặc gián tiếp vào việc điều hành, kiểm soát và góp vốn vào một xí nghiệp của một Nước ký kết này và vào một xí nghiệp của một Nước ký kết kia,

và trong cả hai trường hợp, trong mối quan hệ tài chính và thương mại, hai xí nghiệp trên bị ràng buộc với nhau bởi những điều kiện do thỏa thuận hoặc áp đặt khác với những

điều kiện được thỏa thuận giữa các xí nghiệp độc lập, lúc đó mọi khoản lợi tức mà một xí nghiệp đã có thể thu được, khi không có những điều kiện trên, nhưng nay vì những điều kiện này mà xí nghiệp đó không thu được, sẽ vẫn được tính vào tổng số các khoản lợi tức của xí nghiệp đó và phải nộp thuế tương ứng.

2. Khi một Nước ký kết tính vào các khoản lợi tức của một xí nghiệp của Nước đó và đánh thuế tương ứng các khoản lợi tức mà một xí nghiệp của Nước ký kết kia đã bị đánh thuế ở Nước kia và những khoản lợi tức được tính như vậy là những khoản lợi tức lẽ ra thuộc về xí nghiệp của Nước thứ nhất nếu như những điều kiện đặt ra giữa hai xí nghiệp trên là những điều kiện giữa hai xí nghiệp độc lập, khi đó Nước ký kết kia sẽ điều chỉnh các khoản thuế tại Nước mình đối với các khoản lợi tức trên cho phù hợp nếu như việc điều chỉnh này đáng được xem xét. Để xác định sự điều chỉnh này, sẽ xem xét đến các điều khoản khác của Hiệp định này và các nhà chức trách có thẩm quyền của các Nước ký kết sẽ tham khảo ý kiến của nhau khi cần thiết.

ĐIỀU 10

TIỀN LÃI CỔ PHẦN

1. Tiền lãi cổ phần do một công ty là đối tượng cư trú của một Nước ký kết trả cho một đối tượng cư trú của một Nước ký kết kia phải chịu thuế ở Nước kia.

2. Tuy nhiên, những khoản tiền lãi cổ phần đó cũng bị đánh thuế tại Nước ký kết mà công ty trả tiền lãi cổ phần là đối tượng cư trú và theo luật pháp của Nước này, nhưng nếu đối tượng nhận lãi cổ phần là người thực hưởng, thuế tính như vậy sẽ không được quá:

a) khi công ty trả lãi cổ phần là một đối tượng cư trú của Pháp:

(i) 5 phần trăm của tổng khoản lãi cổ phần nếu đối tượng thực hưởng là một công ty (không phải là một công ty có nhiều đối tượng) nắm giữ ít nhất 10 phần trăm số vốn của công ty trả lãi cổ phần;

(ii) 15 phần trăm tổng số tiền lãi cổ phần trong mọi trường hợp khác;

b) khi công ty trả lãi cổ phần là một đối tượng cư trú của Việt nam:

- (i) 7 phần trăm của tổng khoản lãi cổ phần nếu đối tượng thực hưởng là một công ty nắm giữ trực tiếp hoặc gián tiếp hơn 50 phần trăm số vốn của công ty chia lãi cổ phần;
- (ii) 10 phần trăm của tổng khoản lãi cổ phần nếu đối tượng thực hưởng là một công ty nắm giữ trực tiếp hoặc gián tiếp ít nhất 25 phần trăm số vốn của công ty chia lãi cổ phần;
- (iii) 15 phần trăm tổng số lãi cổ phần trong mọi trường hợp khác.

Những qui định của khoản này sẽ không ảnh hưởng đến việc đánh thuế công ty đối với những khoản lợi tức được dùng để trả các khoản tiền lãi cổ phần này.

3. Một người cư trú của Việt nam nhận được lãi cổ phần do một công ty là đối tượng cư trú của Pháp trả có thể được hoàn trả khoản khấu trừ trong trường hợp khoản khấu trừ này đã thực sự được công ty thanh toán theo các khoản lãi cổ phần này. Tổng khoản khấu trừ chưa chịu thuế được hoàn trả này được coi như một khoản lãi cổ phần theo sự áp dụng của Hiệp định này. Nó sẽ bị đánh thuế tại Pháp phù hợp theo những qui định của khoản 2.

4. Từ "lãi cổ phần" sử dụng trong điều này được dùng để chỉ những thu nhập từ lãi cổ phần, cổ phần hoặc phiếu hưởng lợi, cổ phần khai thác, cổ phần thành lập hoặc mọi quyền hưởng lợi khác, không kể các khoản trả nợ, được tham gia vào lợi tức, cũng như các thu nhập chịu sự điều tiết của chế độ phân phối áp dụng theo luật thuế của Nước mà công ty chia lãi cổ phần là đối tượng cư trú. Đương nhiên thuật ngữ này không bao gồm những khoản thu nhập áp dụng ở điều 15.

5. Những quy định tại khoản 1, 2 và 3 sẽ không áp dụng trong trường hợp đối tượng thực hưởng các khoản tiền lãi cổ phần là đối tượng cư trú của một Nước ký kết có tiến hành hoạt động doanh nghiệp tại Nước ký kết kia, nơi công ty trả tiền lãi cổ phần là đối tượng cư trú, thông qua một cơ sở thường trú nằm tại Nước đó, hay tiến hành tại Nước kia

các hoạt động dịch vụ cá nhân độc lập thông qua một cơ sở cố định nằm tại Nước kia, và phần tham gia cố phần có các khoản tiền lãi cố phần được trả có sự liên hệ thực tế với cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định nói trên. Trong trường hợp nêu trên, các quy định tại điều 7 hoặc điều 13, tùy từng trường hợp, sẽ được áp dụng.

6. Khi một công ty là đối tượng cư trú của một Nước ký kết này có lợi tức hay thu nhập phát sinh từ Nước ký kết kia thì Nước kia có thể không đánh thuế đối với những khoản tiền lãi cố phần do công ty này trả, trừ trường hợp những khoản tiền lãi cố phần này được trả cho đối tượng cư trú của Nước ký kết kia, hoặc phần tham gia cố phần có các khoản tiền lãi cố phần được trả có sự liên hệ thực tế với một cơ sở thường trú hay một cơ sở cố định ở tại Nước ký kết kia, đồng thời Nước ký kết kia cũng không buộc các khoản lợi tức không chia của công ty trên phải chịu thuế đối với những khoản lợi tức không chia của công ty, cho dù những khoản tiền lãi cố phần hoặc các khoản lợi tức không chia bao gồm toàn bộ hay một phần các khoản lợi tức hoặc thu nhập phát sinh tại Nước kia.

ĐIỀU 11

TIỀN BẢN QUYỀN

1. Tiền bản quyền phát sinh tại một Nước ký kết và được trả cho đối tượng cư trú của Nước ký kết kia phải chịu thuế tại Nước đó.

2. Tuy nhiên, những khoản tiền bản quyền đó cũng bị đánh thuế ở Nước phát sinh theo luật của Nước này, nhưng nếu người nhận là người thực hưởng thì thuế được tính sẽ không quá 10% tổng số tiền bản quyền được trả.

3. Thuật ngữ "tiền bản quyền" được sử dụng trong điều này có nghĩa là các khoản thanh toán ở bất kỳ dạng nào được trả cho việc sử dụng, hoặc quyền sử dụng, bản quyền tác giả của một tác phẩm văn học, nghệ thuật hay khoa học, kể cả phim điện ảnh hoặc các loại phim khác hoặc các loại băng dùng trong phát thanh và truyền hình, băng phát minh, nhãn hiệu thương mại, thiết kế hoặc mẫu, đồ án, công thức hoặc quy trình bí mật hoặc quyền sử dụng hoặc việc sử dụng thiết bị công nghiệp, thương nghiệp hoặc khoa học, hay cho thông tin liên quan đến các kinh nghiệm công nghiệp, thương nghiệp hoặc khoa học.

4. Những quy định tại khoản 1 và 2 sẽ không áp dụng nếu đối tượng thực hưởng các khoản tiền bản quyền là đối tượng cư trú của một Nước ký kết tiến hành hoạt động công nghiệp hoặc thương mại ở Nước ký kết kia nơi mà có khoản tiền bản quyền phát sinh, thông qua một cơ sở thường trú nằm tại đó, hoặc tiến hành tại Nước ký kết kia các hoạt động dịch vụ cá nhân độc lập thông qua một cơ sở cố định nằm tại đó, và quyền hay tài sản có các khoản tiền bản quyền được trả có sự quan hệ thực tế với cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định đó. Trong trường hợp này, các quy định của điều 7 hoặc điều 13, tùy theo từng trường hợp, sẽ được áp dụng.

5. Các khoản tiền bản quyền sẽ được coi là phát sinh tại một Nước ký kết khi đối tượng trả tiền chính là Nhà nước đó, một chính quyền cơ sở, một chính quyền địa phương hoặc một đối tượng cư trú của Nước đó. Tuy nhiên, khi đối tượng trả tiền bản quyền, dù là hay không là đối tượng cư trú của một Nước, có tại một Nước một cơ sở thường trú hoặc một cơ sở cố định mà vì nó có liên quan đến trách nhiệm trả tiền bản quyền và cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định vừa nêu có trách nhiệm thanh toán những khoản tiền bản quyền này, thì những khoản tiền bản quyền này được coi như phát sinh từ Nước nơi cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định đó đóng.

6. Trường hợp vì mối quan hệ đặc biệt giữa đối tượng trả và đối tượng thực hưởng hoặc giữa cả hai đối tượng trên với các đối tượng khác khoản tiền bản quyền được trả đối với việc sử dụng, quyền hoặc thông tin vượt quá khoản tiền được thỏa thuận giữa đối tượng trả tiền và đối tượng thực hưởng khi không có mối quan hệ đặc biệt này, thì các quy định của điều khoản này sẽ chỉ áp dụng đối với khoản tiền thanh toán khi không có mối quan hệ trên. Trong trường hợp này, phần thanh toán vượt sẽ bị đánh thuế theo luật pháp của từng Nước ký kết có xem xét đến các quy định khác của Hiệp định này.

ĐIỀU 12

THU NHẬP TỪ CHUYỂN NHƯỢNG TÀI SẢN

1. Thu nhập do một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được từ việc chuyển nhượng bất động sản được nêu ở điều 6 và nằm tại Nước ký kết kia phải chịu thuế tại Nước đó.

2. Những khoản thu nhập phát sinh từ việc chuyển nhượng, cổ phần, một phần vốn hoặc các quyền lợi khác trong một công ty hoặc ở một pháp nhân khác đang sở hữu trực tiếp hay gián tiếp những bất động sản nằm tại một Nước hoặc những quyền lợi đối với loại tài sản này thì phải chịu thuế ở Nước này nếu những thu nhập này chịu sự điều tiết cùng một hệ thống thuế như những thu nhập phát sinh từ việc chuyển nhượng bất động sản theo qui định của luật pháp Nước này.

3. Những khoản thu nhập từ việc chuyển nhượng động sản là một phần của tài sản kinh doanh của một cơ sở thường trú mà một xí nghiệp của một Nước ký kết này có tại Nước ký kết kia hoặc những động sản thuộc một cơ sở cố định của một đối tượng cư trú của Nước ký kết có ở Nước ký kết kia để tiến hành hoạt động dịch vụ cá nhân độc lập kể cả những thu nhập về việc chuyển nhượng cơ sở thường trú đó (riêng cơ sở thường trú đó hoặc cùng với toàn bộ xí nghiệp) hoặc cơ sở cố định đó có thể bị đánh thuế ở Nước kia.

4. Thu nhập của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết từ việc chuyển nhượng tàu thủy hoặc máy bay trong vận tải quốc tế hoặc động sản liên quan đến việc kinh doanh những con tàu hoặc máy bay này sẽ chỉ bị đánh thuế ở Nước này.

5. Thu nhập từ việc chuyển nhượng bất kỳ tài sản nào khác với những tài sản đã được nêu ở khoản 1, 2, 3 và 4 sẽ chỉ bị đánh thuế tại Nước ký kết nơi mà người chuyển nhượng là đối tượng cư trú.

ĐIỀU 13

HOẠT ĐỘNG DỊCH VỤ CÁ NHÂN ĐỘC LẬP

1. Thu nhập do một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được từ các hoạt động dịch vụ ngành nghề hay các hoạt động có tính chất độc lập khác sẽ chỉ bị đánh thuế tại Nước đó, trừ khi đối tượng đó thường xuyên sử dụng ở Nước ký kết kia một cơ sở cố định để tiến hành những hoạt động của mình. Nếu đối tượng đó có một cơ sở cố định như vậy, thì thu nhập có thể bị đánh thuế ở Nước ký kết kia nhưng chỉ với số thu nhập được phân bổ cho cơ sở cố định này.

2. Thuật ngữ "dịch vụ ngành nghề tự do" bao gồm chủ yếu những hoạt động khoa học, văn hóa, nghệ thuật, giáo dục và giảng dạy mang tính chất độc lập cũng như các hoạt

động độc lập của các thầy thuốc bác sĩ, luật sư, kĩ sư, kiến trúc sư, bác sĩ nha khoa và kế toán viên.

ĐIỀU 14

HOẠT ĐỘNG DỊCH VỤ CÁ NHÂN PHỤ THUỘC

1. Thế theo các quy định tại điều 15, 17 và 18 các khoản tiền lương và các khoản tiền công tương tự khác do một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được từ lao động làm công sẽ chỉ chịu thuế tại Nước đó, trừ khi công việc của đối tượng đó được thực hiện tại Nước ký kết kia. Nếu công việc lao động được thực hiện như vậy, số tiền công trả cho lao động đó phải chịu thuế tại Nước kia.

2. Mặc dù có những quy định tại khoản 1, tiền công lao động của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được từ lao động làm công tại Nước ký kết kia sẽ chỉ phải nộp thuế tại Nước thứ nhất nếu:

- a) người nhận tiền công có mặt ở nước kia trong một thời gian hoặc nhiều thời gian gộp lại không quá 183 ngày trong một năm dương lịch; và
- b) chủ lao động hay người đại diện chủ lao động trả tiền công lao động không phải là đối tượng cư trú của Nước kia; và
- c) số tiền công không phải phát sinh tại một cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định mà người chủ lao động có tại Nước kia.

3. Mặc dù có những qui định trên của điều này, tiền công từ lao động làm trên tàu thủy hoặc máy bay trong vận tải quốc tế thu được bởi một đối tượng cư trú của một Nước ký kết có thể bị đánh thuế tại Nước đó.

ĐIỀU 15

THÙ LAO CHO GIÁM ĐỐC

Các khoản thù lao cho giám đốc và các khoản thanh toán tương tự khác do đối tượng cư trú của một Nước ký kết nhận được với tư cách là thành viên của ban giám đốc công ty là đối tượng cư trú của Nước kia có thể phải nộp thuế ở Nước kia.

ĐIỀU 16**NGHỆ SĨ VÀ VẬN ĐỘNG VIÊN**

1. Mặc dù có những quy định tại điều 13 và 14, thu nhập của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết thu được với tư cách người biểu diễn như diễn viên sân khấu, điện ảnh, phát thanh hoặc truyền hình, hoặc nhạc công hoặc với tư cách là vận động viên, từ những hoạt động cá nhân của mình thực hiện tại Nước ký kết kia phải chịu thuế tại Nước đó.

2. Trường hợp thu nhập liên quan đến các hoạt động trình diễn cá nhân của người biểu diễn hoặc vận động viên nhưng không được trả cho bản thân người biểu diễn hoặc vận động viên, mà trả cho một đối tượng khác thì thu nhập này phải chịu thuế tại Nước ký kết nơi diễn ra những hoạt động trình diễn của người biểu diễn hoặc vận động viên, mặc dù có những quy định tại điều 7, 13 và 14.

3. Mặc dù đã có những qui định tại khoản 1, những khoản thu nhập mà một nghệ sĩ hoặc vận động viên là người cư trú của một Nước ký kết, thu được từ những hoạt động cá nhân của mình thực hiện ở Nước ký kết kia và với tư cách đó thì chỉ bị đánh thuế tại Nước thứ nhất nếu những hoạt động này ở Nước bên kia chủ yếu được tài trợ bằng công quỹ của Nước thứ nhất, của một chính quyền địa phương hoặc của một pháp nhân công pháp của Nước này.

4. Mặc dù đã có những qui định của khoản 2, khi những khoản thu nhập từ hoạt động của một nghệ sĩ hay vận động viên là người cư trú của một Nước ký kết thực hiện với tư cách đó ở Nước ký kết kia, không được trao cho chính nghệ sĩ hay vận động viên đó mà cho một đối tượng khác, thì những thu nhập này, bất kể những qui định của điều 7, 13 và 14, chỉ bị đánh thuế ở Nước thứ nhất trong trường hợp đối tượng khác đó được tài trợ chủ yếu bằng công quỹ của Nước này, của một chính quyền địa phương hoặc của một pháp nhân công pháp của Nước này.

ĐIỀU 17**TIỀN LƯƠNG HƯU**

Thế theo các quy định tại khoản 2 của điều 18, tiền lương hưu và các khoản tiền công tương tự được trả cho một đối tượng cư trú của một Nước ký kết do các công việc đã làm trước đây sẽ chỉ chịu thuế ở Nước này.

ĐIỀU 18

PHỤC VỤ NHÀ NƯỚC

1. a) Các khoản thu nhập khác với tiền lương hưu do một Nước ký kết hoặc chính quyền địa phương hoặc pháp nhân công pháp của Nước này trả cho một cá nhân đối với việc phục vụ cho Nhà nước hoặc chính quyền địa phương hoặc pháp nhân đó sẽ chỉ bị đánh thuế ở Nước đó.
b) Tuy nhiên, khoản thu nhập này sẽ chỉ bị đánh thuế ở Nước ký kết kia nếu việc phục vụ này cho Nước kia và cá nhân này là đối tượng cư trú của Nước kia và là người có quốc tịch của Nước kia nhưng không đồng thời là người có quốc tịch của Nước ký kết thứ nhất .
2. a) Bất kỳ khoản tiền lương hưu nào do một Nước ký kết hoặc một chính quyền địa phương hoặc một pháp nhân công pháp của Nước này được trả trực tiếp hoặc trích từ các quỹ do họ lập ra trả cho một cá nhân vì các công việc phục vụ cho Nhà nước này, chính quyền địa phương này hoặc pháp nhân này sẽ chỉ chịu thuế ở Nước này.
b) Tuy nhiên, những khoản tiền lương hưu này sẽ chỉ bị đánh thuế ở Nước ký kết kia nếu cá nhân này là đối tượng cư trú của Nước ký kết kia và là người có quốc tịch của Nước kia nhưng không đồng thời là người có quốc tịch của Nước ký kết thứ nhất.
3. Các quy định của điều 14, 15 và 17 sẽ áp dụng đối với những khoản tiền công và lương hưu đối với các công việc liên quan đến hoạt động kinh doanh do một Nước ký kết hoặc chính quyền cơ sở hoặc chính quyền địa phương của Nước đó tiến hành.

ĐIỀU 19

SINH VIÊN

Những khoản tiền mà một sinh viên hay thực tập sinh nhận được để trang trải các chi phí sinh hoạt, học tập hay đào tạo mà người sinh viên hay thực tập sinh này ngay trước khi đến Nước này đang và đã là người cư trú của Nước

ký kết kia và đến Nước thứ nhất chỉ với mục đích học tập hay đào tạo thì không bị đánh thuế ở Nước này với điều kiện nguồn của những khoản tiền này nằm ngoài Nước này.

ĐIỀU 20

THU NHẬP KHÁC

1. Những khoản thu nhập của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết, bất kể phát sinh ở đâu, không được đề cập đến tại các điều khoản trên của Hiệp định này sẽ chỉ bị đánh thuế ở Nước này.

2. Các quy định của khoản 1 sẽ không áp dụng đối với những thu nhập khác với những thu nhập từ bất động sản đã được quy định tại khoản 2 của điều 6, nếu đối tượng hưởng các thu nhập loại này là đối tượng cư trú của một Nước ký kết tiến hành một hoạt động công nghiệp hay thương mại tại Nước ký kết kia thông qua một cơ sở thường trú đóng tại đó, hoặc tiến hành tại Nước ký kết kia các hoạt động dịch vụ cá nhân độc lập thông qua một cơ sở cố định đóng tại đó, và nếu quyền hoặc tài sản làm phát sinh các khoản thu nhập này có quan hệ thực tế với cơ sở thường trú hoặc cơ sở cố định này. Trong trường hợp này, các quy định tại điều 7 hoặc điều 13, tùy từng trường hợp, sẽ được áp dụng.

ĐIỀU 21

TÀI SẢN

1. Tài sản là các bất động sản được nêu ở điều 6 mà do một đối tượng cư trú của một Nước ký kết sở hữu và nằm tại Nước ký kết kia sẽ chịu thuế ở Nước đó. Những quy định của khoản này cũng được áp dụng đối với tài sản là cổ phần, phần vốn hoặc những quyền lợi khác đã nêu trong khoản 2 điều 12 bị đánh thuế tại Nước ký kết nơi có những bất động sản nằm ở đó.

2. Tài sản là các động sản hợp thành một phần tài sản kinh doanh của một cơ sở thường trú mà một xí nghiệp của một Nước ký kết có tại Nước ký kết kia, hoặc các động sản thuộc về một cơ sở cố định mà một đối tượng cư trú của một Nước ký kết có tại Nước ký kết kia dùng để thực hiện một nghề nghiệp độc lập, phải chịu thuế tại Nước đó.

3. Tài sản của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết là những tàu thủy và máy bay được kinh doanh trong vận tải quốc tế cũng như những động sản liên quan đến việc kinh doanh của những tàu thủy và máy bay này chỉ bị đánh thuế ở Nước này.

4. Tất cả các phần tài sản khác của một đối tượng cư trú của một Nước ký kết chỉ bị đánh thuế ở Nước này.

ĐIỀU 22

BIỆN PHÁP LOẠI TRỪ VIỆC ĐÁNH THUẾ HAI LẦN

1. Về phía Pháp, việc đánh thuế hai lần được loại bỏ như sau:

a) Những khoản thu nhập phát sinh tại Việt nam bị đánh thuế hoặc chỉ bị đánh thuế tại Việt nam phù hợp với những qui định của Hiệp định này phải coi như bị đánh thuế theo cách tính thuế của Pháp, nếu người hưởng các khoản thu này là một đối tượng cư trú của Pháp và nếu những khoản thu nhập này không được miễn giảm thuế công ty theo sự áp dụng của luật Pháp. Trong trường hợp này, khoản thuế nộp tại Việt nam không được trừ vào những thu nhập này, nhưng người hưởng các khoản thu nhập này được hưởng một khoản trừ thuế đối với khoản thuế phải nộp tại Pháp. Khoản trừ thuế này bằng:

(i) đối với tất cả các thu nhập khác với những thu nhập nêu tại điểm (ii) sau đây, số thuế Pháp tương ứng với các khoản thu nhập đó;

(ii) đối với những thu nhập nêu tại điều 10, 11 và khoản 1, 2 điều 12, khoản 3 điều 14, điều 15 và khoản 1 và 2 điều 16, bằng số thuế đã nộp tại Việt nam theo các qui định ở những điều hoặc những khoản đó; tuy nhiên khoản trừ đó không được vượt quá tổng số thuế Pháp tương ứng với những khoản thu nhập này.

b) Theo qui định tại điểm a) khoản này, khi khoản trừ thuế được trừ vào thuế phải nộp tại Pháp bằng

tổng khoản thuế phải nộp tại Việt nam, thì khoản này được coi như bằng khoản thuế đáng lẽ đã phải nộp tại Việt nam theo áp dụng của những qui định của luật pháp Việt nam và theo những hạn chế ấn định trong Hiệp định này, nếu như những thu nhập tương ứng chưa được hưởng những miễn giảm thuế có hiệu lực từ ngày ký kết Hiệp định này, như những miễn giảm qui định trong luật Việt nam ngày 29/12/1987 về đầu tư nước ngoài tại Việt nam. Những nhà chức trách có thẩm quyền của cả hai Nước ký kết thông qua một hiệp định chung trong một khoảng thời gian xác định, có thể nói rộng những qui định này về miễn giảm thuế có thể nảy sinh sau ngày ký kết Hiệp định này vì mục đích thúc đẩy sự phát triển kinh tế của Việt nam.

- c) Về việc áp dụng điểm a) đối với những khoản thu nhập đã nêu tại điều 11, khi tổng khoản thuế đã nộp tại Việt nam theo qui định của những điều khoản này - không tính đến khoản thuế được coi như đã nộp theo qui định tại điểm b) - vượt quá tổng khoản thuế phải nộp tại Pháp tương ứng với các thu nhập đã nêu, thì đối tượng cư trú của Pháp nhận được các thu nhập này có thể khiếu nại trường hợp của mình với nhà chức trách có thẩm quyền của Pháp. Nếu nhà chức trách của Pháp thấy rằng kết quả tình trạng trên sẽ dẫn đến một sự đánh thuế không thể được coi là sự đánh thuế thu nhập sau thuế, nhà chức trách này, trong những điều kiện xác định, có thể cho trừ khoản vượt quá trong tổng số thuế đã nộp tại Việt nam vào khoản thuế phải nộp ở Pháp đánh vào những thu nhập khác thu từ nguồn nước ngoài của đối tượng cư trú này.
- d) Một đối tượng cư trú của Pháp sở hữu một tài sản phải chịu thuế tại Việt nam theo qui định của những khoản 1 hoặc 2 của điều 21, cũng bị đánh thuế tại Pháp trên những tài sản này. Khoản thuế nộp tại Pháp sẽ được tính trên phần tài sản sau khi đã trừ đi khoản trừ thuế bằng tổng khoản thuế đã phải nộp tại Việt nam thu trên tài sản này. Khoản trừ thuế này không được vượt quá tổng số thuế tương ứng phải nộp tại Pháp thu trên tài sản này.

2. Về phía Việt nam, việc đánh thuế hai lần được loại bỏ như sau:

Trường hợp một đối tượng cư trú tại Việt nam có nguồn thu nhập hay tài sản mà theo những qui định của Hiệp định này phải chịu thuế tại Pháp, thì Việt nam sẽ:

- a) cho phép trừ vào khoản thuế đánh trên thu nhập của đối tượng cư trú đó một khoản bằng số thuế thu nhập đã nộp tại Pháp;
- b) cho trừ vào số thuế đánh trên tài sản của đối tượng cư trú đó một khoản bằng số thuế tài sản đã nộp tại Pháp.

Tuy nhiên, khoản thuế được trừ trong cả hai trường hợp sẽ không vượt quá phần thuế thu nhập hoặc thuế tài sản của Việt nam, trước khi cho phép trừ các khoản trên, đối với thu nhập hoặc tài sản đó theo như các luật thuế và qui định của Việt nam.

ĐIỀU 23

CÁC THỦ TỤC THỎA THUẬN SONG PHƯƠNG

1. Trường hợp một đối tượng của một Nước ký kết nhận thấy rằng việc giải quyết và xử lý của cơ quan có thẩm quyền tại một hay cả hai Nước ký kết làm cho hay sẽ làm cho đối tượng đó phải nộp thuế không đúng nội dung Hiệp định này, lúc đó đối tượng này có thể giải trình trường hợp của mình với cơ quan có thẩm quyền của Nước ký kết nơi đối tượng đó đang cư trú, mặc dù trong luật pháp quốc gia của các Nước ký kết đã quy định những chế độ xử lý khiếu nại. Trường hợp như trên phải được gửi tới cơ quan có thẩm quyền trong vòng 3 năm kể từ khi có thông báo xử lý đầu tiên dẫn đến khoản thuế phải nộp không đúng theo quy định của Hiệp định này.

2. Cơ quan có thẩm quyền sẽ cố gắng, nếu trong trường hợp khiếu nại là hợp lý và bản thân cơ quan đó không thể đi đến một giải pháp thỏa đáng, phối hợp với cơ quan có thẩm quyền tại Nước ký kết kia để cùng giải quyết trường hợp khiếu nại, nhằm mục đích tránh đánh thuế không phù hợp với nội dung của Hiệp định này. Giải pháp đạt được như trên sẽ được thực hiện không phụ thuộc vào những hạn định thời gian ghi trong luật pháp quốc gia của từng Nước ký kết.

3. Các nhà chức trách có thẩm quyền của các Nước ký kết sẽ cố gắng cùng giải quyết mọi khó khăn, vướng mắc nảy sinh trong quá trình áp dụng Hiệp định này. Các nhà chức trách có thẩm quyền có thể bàn bạc thống nhất với nhau nhằm tránh việc đánh thuế hai lần trong những trường hợp không nêu trong Hiệp định này.

4. Các nhà chức trách có thẩm quyền của hai Nước ký kết có thể trực tiếp thông báo cho nhau nhằm mục đích đạt được thỏa thuận như đã được nêu tại các khoản trên.

5. Các nhà chức trách có thẩm quyền của hai Nước có thể điều chỉnh thủ tục áp dụng của Hiệp định, đặc biệt là đối với những thủ tục mà những đối tượng cư trú của một Nước phải hoàn thành để nhận được ở Nước kia những miễn giảm và ưu đãi về thuế được qui định trong Hiệp định. Những thủ tục này có thể bao gồm việc trình bày một mẫu chứng nhận cư trú ghi rõ nguồn gốc và tổng số hoặc giá trị của những khoản thu nhập hoặc của tài sản liên quan cùng với sự chứng thực của các cơ quan thuế của Nước thứ nhất.

ĐIỀU 24

TRAO ĐỔI THÔNG TIN

1. Các nhà chức trách có thẩm quyền của các Nước ký kết sẽ trao đổi với nhau những thông tin cần thiết cho việc triển khai thực hiện bản Hiệp định này hay các luật trong nước của từng Nước ký kết liên quan đến các loại thuế mà Hiệp định này áp dụng sao cho chính sách thuế trong từng bộ luật sẽ không trái với tinh thần của Hiệp định này. Việc trao đổi thông tin sẽ không bị điều 1 hạn chế. Mọi thông tin do một Nước ký kết nhận được sẽ được giữ bí mật giống như thông tin thu nhận theo luật trong nước của Nước này và chỉ được dùng để cung cấp cho các đối tượng hay các cơ quan chức trách (bao gồm cả các tòa án, các cơ quan hành chính) có liên quan đến việc tính toán, thu, cưỡng chế hay truy tố trách nhiệm hoặc xác định trường hợp khiếu nại về các loại thuế mà Hiệp định này áp dụng và sẽ chỉ được sử dụng cho các mục đích trên đây. Các nhà chức trách có thẩm quyền có thể cung cấp các thông tin này trong quá trình điều tra của tòa án quốc gia hay trong các quyết định có tính chất pháp lý.

2. Không có trường hợp nào những quy định tại khoản 1 được giải thích là buộc một cơ quan có thẩm quyền tại một Nước ký kết có nghĩa vụ:

- a) thực hiện các biện pháp hành chính khác với luật pháp hay thông lệ về quản lý hành chính của Nước đó hay của Nước ký kết kia; hay
- b) cung cấp những chi tiết không thể tiết lộ được theo các bộ luật hay theo như quá trình quản lý hành chính thông thường của Nước đó hay của Nước ký kết kia; hay
- c) cung cấp những thông tin có thể làm tiết lộ bí mật về mậu dịch, thương mại, công nghiệp, thương nghiệp hay bí mật nghề nghiệp hoặc các phương thức kinh doanh; hoặc cung cấp những thông tin trái với chính sách nhà nước hoặc an ninh quốc gia.

ĐIỀU 25

CÁC VIÊN CHỨC NGOẠI GIAO VÀ LÃNH SỰ

Những nội dung trong Hiệp định này sẽ không ảnh hưởng đến những ưu đãi về thuế của các viên chức ngoại giao và lãnh sự theo những nguyên tắc chung của luật pháp quốc tế hay những quy định tại các điều ước quốc tế riêng biệt.

ĐIỀU 26

PHẠM VI LÃNH THỔ ÁP DỤNG MỞ RỘNG

1. Hiệp định này cũng có thể áp dụng mở rộng, nguyên văn hoặc với những bổ sung cần thiết, đối với những lãnh thổ hải ngoại và những đơn vị lãnh thổ khác của Cộng hòa Pháp thu những khoản thuế có tính chất tương tự như những khoản thuế được áp dụng trong Hiệp định này. Việc áp dụng mở rộng như vậy có hiệu lực kể từ ngày có một thỏa thuận chung được ấn định giữa hai Nước bằng con đường trao đổi công hàm ngoại giao hoặc theo những thủ tục khác phù hợp với những qui định của hiến pháp hai Nước. Thỏa thuận này cũng qui định, nếu có thể, những thay đổi cần thiết đối với Hiệp định và những điều kiện thực hiện Hiệp định ở những lãnh thổ hải ngoại và ở những đơn vị lãnh thổ khác nơi mà Hiệp định được áp dụng mở rộng.

2. Trừ trường hợp hai Nước có những thỏa thuận khác, việc một trong hai Nước hủy bỏ Hiệp định này theo qui định của điều 28 cũng sẽ chấm dứt việc thực hiện Hiệp định này ở mọi lãnh thổ hoặc đơn vị lãnh thổ nơi mà Hiệp định được áp dụng mở rộng theo những qui định của điều này.

ĐIỀU 27

HIỆU LỰC

1. Mỗi Bên ký kết thông báo cho Bên ký kết kia biết việc hoàn thành các thủ tục cần thiết liên quan đến việc có hiệu lực của Hiệp định này. Hiệp định này sẽ có hiệu lực từ ngày đầu tiên của tháng thứ hai kể từ ngày nhận được thông báo cuối cùng.

2. Những qui định của Hiệp định này sẽ được áp dụng lần đầu tiên:

- a) đối với những khoản thuế thu bằng cách khấu trừ tại gốc, cho những khoản tiền bị đánh thuế kể từ ngày Hiệp định này có hiệu lực;
- b) đối với những khoản thuế khác đánh trên thu nhập, cho những thu nhập được thực hiện trong năm dương lịch hoặc năm kế toán hiện hành vào ngày Hiệp định có hiệu lực;
- c) đối với những khoản thuế đánh vào tài sản, cho tài sản được sở hữu cho đến ngày 1 tháng 1 của năm Hiệp định có hiệu lực.

ĐIỀU 28

HỦY BỎ

1. Hiệp định này có hiệu lực vô thời hạn. Tuy nhiên, sau năm thứ năm dương lịch kể từ năm Hiệp định có hiệu lực, mỗi bên có thể hủy bỏ Hiệp định này vào cuối một năm dương lịch, sau khi báo trước tối thiểu là 6 tháng bằng đường ngoại giao.

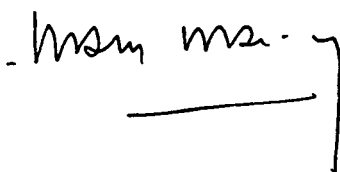
2. Trong trường hợp hủy bỏ, những qui định của Hiệp định này sẽ được áp dụng lần cuối cùng :

- a) đối với những khoản thuế thu bằng cách khấu trừ tại gốc, cho những khoản tiền bị đánh thuế trong năm dương lịch mà cuối năm đó việc bãi bỏ sẽ được thông báo;
- b) đối với những khoản thuế khác đánh vào thu nhập, cho những khoản thu nhập được thực hiện trong năm dương lịch hoặc năm kế toán mà cuối năm đó việc bãi bỏ sẽ được thông báo;
- c) đối với những khoản thuế đánh vào tài sản, cho tài sản được sở hữu đến ngày 1 tháng 1 năm dương lịch mà cuối năm đó việc bãi bỏ sẽ được thông báo.

Để làm bằng những người được ủy quyền dưới đây của Nhà nước mình đã ký vào Hiệp định này.

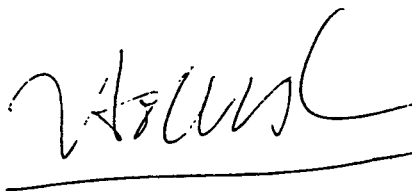
Làm tại Hà Nội ngày 10 tháng 2 năm 1993 thành hai bản, bằng tiếng Pháp và tiếng Việt, cả hai văn bản cùng có giá trị pháp lý ngang nhau.

TM.CHÍNH PHỦ NƯỚC
CỘNG HÒA PHÁP



MARTIN MALVY
BỘ TRƯỞNG BỘ NGÂN SÁCH

TM.CHÍNH PHỦ NƯỚC
CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA
VIỆT NAM



HỒ TẾ
BỘ TRƯỞNG BỘ TÀI CHÍNH

NGHỊ ĐỊNH THƯ

Khi tiến hành việc ký kết Hiệp định giữa Chính phủ nước Cộng hòa Pháp và Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt nam nhằm tránh đánh thuế hai lần và ngăn ngừa việc trốn và lậu thuế đối với các loại thuế đánh vào thu nhập và vào tài sản, những người ký kết đã thỏa thuận những điều khoản sau đây hợp thành một bộ phận của Hiệp định này.

1. Về khoản 1 của điều 4, đương nhiên thuật ngữ "đối tượng cư trú của một Nước ký kết" bao gồm, khi Nhà nước này là Nhà nước Pháp, những công ty có nhiều đối tượng và mọi tổ chức có nhiều đối tượng khác có trụ sở điều hành thực tế tại Pháp và những hội viên hoặc thành viên của nó phải chịu thuế trên phần thu nhập của mình một cách riêng biệt phù hợp với luật pháp của Pháp.

2. a) Về điều 10 và điều 11, nếu trong một hiệp định về tránh đánh thuế hai lần và ngăn ngừa việc trốn và lậu thuế với một Nước thứ ba là thành viên của Cộng đồng Kinh tế châu Âu (CEE), Việt nam thỏa thuận một thuế suất tại gốc thấp hơn (kể cả thuế suất bằng 0) những thuế suất đã được ghi trong Hiệp định này, những thuế suất này sẽ tự động thay thế những thuế suất ghi trong Hiệp định này, được tính từ ngày có hiệu lực của hiệp định đó giữa Việt nam và Nước thứ ba đã nói.

b) Nếu một hay nhiều hiệp định tránh đánh thuế hai lần được ký sau ngày 30 tháng 7 năm 1992 giữa Việt nam với một hay nhiều nước thành viên của Cộng đồng Kinh tế châu Âu bao hàm một hay nhiều qui định giống hoặc tương tự như những qui định của điều 24 của mẫu hiệp định thuế của Tổ chức Hợp tác và Phát triển Kinh tế (OCDE), thì Việt nam sẽ chấp nhận đối xử một cách thuận lợi nhất bằng việc áp dụng một cách tự động một hay nhiều qui định này đối với những công dân, xí nghiệp hoặc đối tượng cư trú của Pháp như thế là đối với những công dân, xí nghiệp hoặc đối tượng cư trú của Nước thành viên đó.

3. Những khoản tiền công trả cho những dịch vụ kĩ thuật, kể cả những phân tích hoặc nghiên cứu mang tính chất khoa học, địa chất hoặc kĩ thuật, đối với các công trình nghiên cứu công nghiệp kể cả các đề án có liên quan đến các

dịch vụ tư vấn hay giám sát, không được coi như tiền bản quyền, nhưng được coi như những thu nhập, tùy từng trường hợp, được áp dụng theo những qui định của điều 7 hoặc điều 13.

4. a) Về lãi tiền cho vay, trong trường hợp vì những quan hệ đặc biệt giữa người trả và người thực hưởng hoặc trong trường hợp vì giữa người này hoặc người kia có quan hệ này với những người thứ ba, tổng khoản tiền lãi cho vay, đặc biệt là tính đến lãi suất và qui mô của khoản vay mà vì thế phải trả khoản lãi này, vượt quá tổng khoản lãi được thỏa thuận giữa người trả và người thực hưởng khi chưa có những quan hệ như vậy, thì những qui định của điều 20 chỉ được áp dụng đối với khoản đã được thỏa thuận. Trong trường hợp này, khoản vượt trội vẫn phải chịu thuế theo luật pháp của từng Nước ký kết và đồng thời xem xét đến những qui định khác của Hiệp định này.
- b) Nói chung đối với mọi thu nhập hoặc mọi phần của tài sản, không một điều nào trong Hiệp định này ngăn cản một Nước ký kết áp dụng những qui định của luật pháp của mình nhằm ngăn ngừa hoặc trừng phạt việc trốn thuế hoặc lậu thuế đối với đối tượng cư trú của Nước đó.

5. Đối với khoản 1 điều 22, đương nhiên thuật ngữ "tổng khoản thuế Pháp tương ứng với các thu nhập này" dùng để chỉ:

- a) tổng các thu nhập ròng liên quan nhân với thuế suất được thực sự áp dụng đối với các thu nhập đó, trong trường hợp các khoản thuế phải trả đối với các thu nhập này được tính theo thuế suất tỉ lệ;
- b) tổng các thu nhập ròng liên quan nhân với thuế suất được rút ra từ tỉ lệ giữa khoản thuế thực sự phải trả đối với toàn bộ thu nhập ròng phải chịu thuế theo luật thuế của Pháp với tổng của thu nhập này, trong trường hợp khoản thuế phải trả đối với các thu nhập này được tính theo biểu lũy tiến.

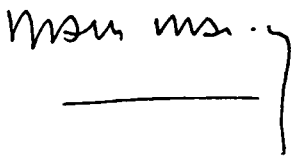
Tương tự sự diễn giải này cũng được áp dụng đối với các thuật ngữ "tổng khoản thuế Pháp tương ứng với tài sản này".

6. Không một điều nào trong Hiệp định này ngăn cản Pháp áp dụng những qui định của luật pháp nước mình mà những qui định này cho phép những công ty cư trú của Pháp, căn cứ vào yêu cầu của những công ty này, xác định lợi tức chịu thuế của mình theo chế độ tập hợp toàn bộ bao gồm đặc biệt là những kết quả của các chi nhánh cư trú của Việt nam hoặc của các cơ sở thường trú đóng tại Việt nam. Tuy nhiên, qui định này hoàn toàn không ảnh hưởng đến luật pháp Việt nam trong việc xác định và đánh thuế những lợi tức của những chi nhánh và cơ sở thường trú nói trên theo luật pháp của mình và theo mọi qui định khác của Hiệp định này.

7. Dương nhiên những qui định tại điều 4 của hiệp định giữa Chính phủ nước Cộng hòa Pháp và Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt nam về khuyến khích và bảo hộ đầu tư song phương được ký ngày 26 tháng 5 năm 1992 không được áp dụng trong lĩnh vực thuế.

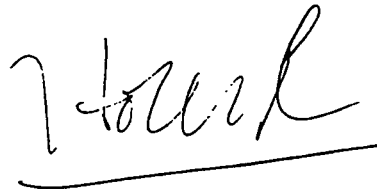
Làm tại Hà nội ngày 10 tháng 2 năm 1993 thành hai bản, bằng tiếng Pháp và tiếng Việt, cả hai văn bản cùng có giá trị pháp lý ngang nhau.

**TM.CHÍNH PHỦ NƯỚC
CỘNG HÒA PHÁP**



**MARTIN MALVY
BỘ TRƯỞNG BỘ NGÂN SÁCH**

**TM.CHÍNH PHỦ NƯỚC
CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA
VIỆT NAM**



**HỒ TẾ
BỘ TRƯỞNG BỘ TÀI CHÍNH**

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam,

Desiring to conclude a convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital,

Have agreed as follows:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
 - (ii) The corporation tax;
 - (iii) The wealth tax
- (hereinafter referred to as "French tax");

(b) In the case of Viet Nam:

- (i) The income tax;
- (ii) The tax on profits;

¹ Came into force on 1 July 1994, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 11 March 1993 and 3 May 1994) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 27 (1).

- (iii) The tax on the transfer of profits abroad;
 - (iv) The income tax on foreign entrepreneurs;
 - (v) The income tax on foreign subcontractors in the petroleum sector;
 - (vi) Any fiscal levy on capital
- (hereinafter referred to as “Vietnamese tax”).

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other as soon as possible of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The term “France” means the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial seas and any area beyond the territorial seas over which the French Republic, in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;

(b) The term “Viet Nam” in the geographical sense means the territory of the Socialist Republic of Viet Nam, including:

— The maritime areas outside the maritime area of Viet Nam in which Viet Nam exercises its rights of sovereignty, in accordance with international and Vietnamese law, over the seabed and the subsoil thereof and natural resources;

— The superjacent waters and the airspace over the above-mentioned areas with respect to the exploration or exploitation of natural resources;

(c) The terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean France or Viet Nam, as the case may be;

(d) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(f) The terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by a resident of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(h) The term “competent authority” means:

- (i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of Viet Nam, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the tax laws of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a Contracting State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. However, this term does not include persons who are liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or of capital in that State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A construction or assembly site shall not constitute a permanent establishment unless it is in operation for more than 183 days.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such a person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a business establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right

to work, mineral deposits, sources and other natural resources. Ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. Where ownership of shares or other rights in a company or other legal person gives the owner the right to dispose of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company or that other legal person, the income derived by the owner from the direct use, letting or any other use of the said right shall be taxable in that State.

5. The provisions of paragraphs 1, 3 and 4 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits derived by a resident of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from participation in a group or pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where:

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises but, by reason of those conditions, have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State — and taxes accordingly — profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits, if it considers that such an adjustment is justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) If the company paying the dividends is a resident of France:

- (i) Five per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- (ii) Fifteen per cent of the gross amount of the dividends in all other cases;

- (b) If the company paying the dividends is a resident of Viet Nam:
- (i) Seven per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly or indirectly more than 50 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - (ii) Ten per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly or indirectly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - (iii) Fifteen per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. A resident of Viet Nam who receives dividends paid by a company which is a resident of France may obtain a refund of the prepayment (*précompte*) in respect of such dividends, insofar as it has effectively been paid by the company. The gross amount of the prepayment (*précompte*) refunded shall be deemed to be dividends for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the same distribution treatment by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident. It is understood that this term does not include the income referred to in article 15.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 13, as the case may be, shall apply.

6. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company’s undistributed profits to a tax on the company’s undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the

beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term “royalties” as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematographic films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected. In such cases, the provisions of article 7 or article 13, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself or a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. The excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of stock, partners' shares or other rights in a company or other legal person that owns, directly or indirectly, immovable property situated in a Contracting State or of rights in respect of such property may be taxed in that State if, under the laws of that State, they are subject to the same tax treatment as gains from the alienation of immovable property.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including gains from the

alienation of such permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 13. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other independent activities shall be taxable only in that State, unless the said resident has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base available to him, the income may be taxed in the other Contracting State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term “professional services” includes, especially, independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 14. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any period of 12 consecutive months; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in that State.

Article 15. DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16. ENTERTAINERS AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of articles 13 and 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 13 and 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State from his personal activities exercised in his capacity as such in the other Contracting State may be taxed only in the first-mentioned State if these activities in the other State are supported primarily by public funds of the first-mentioned State or of a local authority or a public agency thereof.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as such in the other Contracting State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 13 and 14, be taxed only in the first-mentioned State if that other person is supported primarily by public funds of that State or of a local authority or a public agency thereof.

Article 17. PENSIONS

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 18. GOVERNMENT SERVICE

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a local authority or a public agency thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority or agency shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other State and the individual is both a resident and a national of that State and is not, at the same time, a national of the first-mentioned State.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority or a public agency thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority or agency shall be taxable only in that State.

(b) However, such pensions shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is both a resident and a national of that other State and is not, at the same time, a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of articles 14, 15 and 17 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority or a public agency thereof.

Article 19. STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 20. OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 13, as the case may be, shall apply.

Article 21. CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State. The provisions of this paragraph shall also apply to capital represented by stock, partners' shares or other rights referred to in paragraph 2 of article 12, which shall be taxable in the Contracting State in which the immovable property is situated.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital owned by a resident of a Contracting State and represented by ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 22. ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Income arising in Viet Nam and taxable, or taxable only, in that State under the provisions of this Convention shall be taken into account in calculating French tax if the recipient is a resident of France and the income is not exempt under French law from the corporation tax. In such case, Vietnamese tax is not deductible from

such income, but the recipient shall be entitled to a tax credit against French tax. The tax credit shall be equal to:

- (i) In respect of all income other than the income referred to in subparagraph (ii) below, the amount of the corresponding French income tax;
- (ii) In respect of the income referred to in articles 10 and 11, paragraphs 1 and 2 of article 12, paragraph 3 of article 14, article 15, and paragraphs 1 and 2 of article 16, the amount of the tax paid in Viet Nam by the recipient in respect of such income under the provisions of the said articles or paragraphs; such credit shall not, however, exceed the amount of the corresponding French income tax.

(b) Where, in accordance with the provisions of subparagraph (a), the tax credit against French tax is equal to the amount of the tax paid in Viet Nam, this amount shall be deemed to equal the amount of the tax which would have been paid in Viet Nam under the law provisions of Vietnamese legislation and within the limits set by the Convention if the income in question had not been subject to the reductions or exemptions in force on the date of signature of the Convention, as provided for in the Vietnamese Act of 29 December 1987 on foreign investments in the Socialist Republic of Viet Nam. The competent authorities of the two Contracting States may, by mutual agreement, and for a period which they shall determine, extend these provisions to any tax reductions or exemptions which may be instituted after the date of signature of the Convention in order to promote the economic development of Viet Nam.

(c) With regard to the application of subparagraph (a) to the income referred to in article 11, a resident of France receiving such income may, where the amount of the tax paid in Viet Nam in accordance with the provisions of that article — excluding the amount deemed to have been paid, as defined in subparagraph (b) — exceeds the amount of the corresponding French income tax, submit his case to the competent French authority. If it deems that such a situation results in taxation which is not comparable to taxation of net income, the competent authority may, on such conditions as it may specify, allow as a deduction from the French tax on other income derived from foreign sources by that resident the non-credited amount of the tax paid in Viet Nam.

(d) A resident of France who owns capital which is taxable in Viet Nam under the provisions of paragraphs 1 or 2 of article 21 shall also be liable to taxation in France in respect of such capital. The French tax shall be calculated after the deduction of a tax credit equal to the amount of tax paid in Viet Nam in respect of such capital. This tax credit may not exceed the amount of the corresponding French capital tax.

2. In the case of Viet Nam, double taxation shall be avoided as follows:

Where a resident of Viet Nam derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in France, Viet Nam shall allow:

(a) As a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in France;

(b) As a deduction from the tax on the capital of that resident, an amount equal to the capital tax paid in France.

Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income tax or capital tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in Viet Nam.

Article 23. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of this Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. The competent authorities of the Contracting States may settle the mode of application of the Convention and, in particular, the requirements to which the residents of a Contracting State shall be subjected in order to obtain, in the other Contracting State, the tax reductions or exemptions and other tax advantages provided for by the Convention. Such requirements may include the submission of a proof-of-residence form indicating, in particular, the nature and the amount or value of the income or capital in question, certified by the internal revenue services of the first-mentioned State.

Article 24. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State, and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws or administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 25. DIPLOMATIC AGENTS AND CONSULAR OFFICERS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 26. TERRITORIAL SCOPE

1. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modification, to the overseas territories and other territorial authorities of the French Republic which levy taxes substantially similar in nature to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date as may be specified and agreed between the Contracting States, by means of an exchange of notes through the diplomatic channel or in any other manner in accordance with their constitutional procedures. Such agreement shall also provide, if applicable, for any changes to the Convention which may be necessary and for the conditions of its application to the overseas territories and other territorial authorities to which it is extended.

2. Unless otherwise agreed between the Contracting States, the termination of the Convention by one of them under article 28 shall also terminate, in the manner provided for in that article, the application of the Convention to any territory or territorial authority to which it has been extended under this article.

Article 27. ENTRY INTO FORCE

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required in that State for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the later of such notifications.

2. The provisions of the Convention shall apply for the first time:

(a) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which are taxable on or after the date on which the Convention enters into force;

(b) In respect of other taxes on income, to income derived during the calendar year or the taxable period during which the Convention enters into force;

(c) In respect of taxes on capital, to capital which is taxable on 1 January of the year during which the Convention enters into force.

Article 28. TERMINATION

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, after the fifth calendar year following that during which the Convention entered into force, either Contracting State may, by giving at least six months' notice through the diplomatic channel, terminate it with effect from the end of any calendar year.

2. In such event, its provisions shall apply for the last time:

(a) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which are taxable for the calendar year at the end of which the termination is to take effect;

(b) In respect of other taxes on income, to income derived during the calendar year at the end of which the termination is to take effect or pertaining to the taxable period ending during that year;

(c) In respect of taxes on capital, to capital which is taxable on 1 January of the calendar year at the end of which the termination is to take effect.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Hanoi, on 10 February 1993, in duplicate in the French and Vietnamese languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

MARTIN MALVY
Minister of the Budget

For the Government
of the Socialist Republic
of Viet Nam:

HO TE
Minister of Finance

PROTOCOL

At the time of the signature of the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed to the following provisions, which shall be an integral part of the Convention.

1. With respect to paragraph 1 of article 4, it is understood that the term "resident of a Contracting State" includes in the case of France, partnerships and other business associations which have their place of effective management in France and each of whose associates or members is personally subject to taxation on his share of the profits, according to French domestic law.

2. (a) With respect to articles 10 and 11, if, in a convention or agreement for the avoidance of double taxation concluded with a third State which is a member of the European Economic Community Viet Nam agrees to rates of taxation at source (including exemption from tax), which are lower than the rates provided for in this Convention, then such rates shall automatically replace those provided for in this Convention as from the date of entry into force of the convention or agreement concluded by Viet Nam with that third State.

(b) If one or more agreements or conventions for the avoidance of double taxation signed by Viet Nam after 30 July 1992 with one or more States members of the European Economic Community contain one or more provisions which are identical or similar to those contained in article 24 of the Model Double Taxation Convention of the Organisation for Economic Cooperation and Development, then Viet Nam shall grant the most favourable treatment by automatically applying such provision or provisions as though nationals, enterprises or residents of France were nationals, enterprises or residents of the member State in question.

3. Remuneration for technical services, including scientific, geological or technical analyses or surveys, in connection with engineering projects and any related plans, or for advisory or supervisory services shall be deemed not to be royalties, but rather income to which the provisions of articles 7 or 13, as the case may be, apply.

4. (a) With respect to interest, where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between one of them and some other person, the amount of the interest, having regard especially to the rate of interest or the amount of the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of article 20 shall apply only to the last-mentioned amount. In such case the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of the Convention.

(b) In general, with respect to any income or element of capital, nothing in the Convention shall limit the application by a Contracting State to its residents of the provisions of its domestic laws for the prevention or punishment of fiscal evasion or fraud.

5. With respect to paragraph 1 of article 22, it is understood that the term "amount of the corresponding French income tax" means:

(a) If the tax due in respect of such income is calculated on the basis of a proportional rate, the product of the amount of net income taken into consideration and the rate which is actually applied to such income;

(b) If the tax due in respect of such income is calculated on the basis of a progressive scale, the product of the amount of net income taken into consideration and the rate derived from the ratio between the tax actually due in respect of total net income taxable under French law and the amount of such income.

This interpretation shall apply, by analogy, to the term “amount of the corresponding French capital tax”.

6. Nothing in the Convention shall prevent France from applying the provisions of its domestic law under which companies which are residents of France may, at their request, determine their taxable profits on the basis of a consolidation comprising, in particular, the performance of subsidiaries resident in Viet Nam or of permanent establishments situated in Viet Nam. However, this provision shall in no way affect the right of Viet Nam to determine and to tax the profits of such subsidiaries or permanent establishments in accordance with its domestic law, subject to the other provisions of the Convention.

7. It is understood that the provisions of article 4 of the agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam on the reciprocal encouragement and protection of investments, signed on 26 May 1992, shall not apply to tax matters.

DONE at Hanoi, on 10 February 1993, in duplicate in the French and Vietnamese languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

MARTIN MALVY
Minister in charge of the budget

For the Government
of the Socialist Republic
of Viet Nam:

HO TE
Minister of Finance
